

Intervention d'Hubert Védrine, ancien Ministre des Affaires Etrangères
Les Européens en ordre dispersé face à la Russie et à la Chine
25 ans du Groupe Europe de l'Est – 101^{ème} réunion
Les Salons de Boffrand – Présidence du Sénat

Lundi 18 mars 2019



- Merci à Monsieur Breuillac d'avoir eu l'initiative de m'inviter à vous rencontrer ce soir pour vous faire part de mes réflexions, mes idées, mes expériences sur le sujet qui vous préoccupe : la Russie et l'Europe de l'Est.

Les Relations Internationales ne sont ni de Droite ni de Gauche

- Mais d'abord je remercierai Gérard Longuet car son intervention facétieuse m'a ramené à des moments intéressants dans ma vie au pouvoir, pas dans ma vie politique car je n'ai pas eu de vie tellement politique, mais j'ai eu une vie au cœur du pouvoir. Je veux parler des cohabitations.
- Les cohabitations, ce sont des situations que l'on a connues trois fois. C'étaient des situations qui n'étaient voulues par personne mais imposées, dans certains cas, par les électeurs. Elles étaient humainement très enrichissantes pour les esprits non sectaires, non dogmatiques et non manichéens.
- Pendant mes 19 années au cœur du pouvoir, j'ai passé autant de temps avec la gauche stricto sensu que dans des situations Gauche-Droite. Deux fois depuis l'Elysée, une fois depuis le Quai d'Orsay. J'y ai connu, et c'était formidable pour moi, des gens complètement concentrés sur la recherche de ce qu'ils pouvaient faire pour leur pays et dans des domaines, notamment l'International, où la distinction partisane ne joue pas du tout.
- Si l'on prend les grandes questions politiques du genre : jusqu'où faut-il élargir l'Europe ? Jusqu'où faut-il intégrer l'Europe ? Est-ce qu'il faut intervenir beaucoup à l'extérieur ou jamais ? Que faut-il faire face aux Etats-Unis ? Il y a autant de division au sein de la Gauche avant qu'elle n'éclate en petit morceaux, qu'au sein de la Droite avant qu'elle n'éclate aussi. Ce ne sont pas du tout des questions Gauche-Droite.
- Quand j'étais collaborateur de François Mitterrand, c'était intéressant de voir se tisser des relations entre François Mitterrand Président et les membres des Gouvernements de Jacques Chirac lors de la première cohabitation (mars 1986 à mai 1988) et d'Edouard Balladur lors de la deuxième (mars 1993 à mai 1995). François Mitterrand développait des relations avec des ministres de droite, dont Gérard Longuet qui vient de rappeler ses souvenirs sur ce point.
- Et je vois que nous sourions tous les deux en évoquant ces moments-là.

La position de la Russie et de l'Europe de l'Est dans le contexte mondial actuel

- Je viens à la difficulté du sujet. J'ai compris en parlant avec certains d'entre vous que dans cette salle, c'est rempli de vrais spécialistes de l'Europe de l'Est. C'est rempli de gens qui connaissent plus particulièrement la Lettonie, la Slovaquie ou la Bulgarie, sans parler des gens qui connaissent la Russie ou l'Ukraine ou autre. Je suis le moins spécialiste de vous, à part Gérard. Je ne suis pas spécialiste d'un pays en particulier.
- J'ai quelques idées qui me viennent de l'expérience que j'ai eue et de ce que j'ai fait depuis en réflexion et en voyage sur la position, et de la Russie et de l'Europe de l'Est dans le contexte mondial actuel. Je vais plutôt vous parler de cela que des questions plus précises que vous connaissez mieux. Cela n'empêche pas d'avoir un échange sur telle ou telle crise.
- Je pense qu'il faut absolument distinguer dans notre analyse, la question russe et la question Europe de l'Est. Ce n'est pas la même chose. Et tout d'abord je voudrais préciser deux points.

Il n'y a pas eu de partage de l'Europe à la Conférence de Yalta

- Je commencerai par ce point d'histoire. Il plane sur toute cette histoire un mensonge massif qui est l'interprétation française de la Conférence de Yalta (Février 1945). Pendant la guerre, quand Roosevelt et Churchill par réalisme, - ce ne sont pas « des droits de l'homme éthérés »-, par réalisme donc, décident de s'allier avec Staline, à une époque où Staline a déjà tué au moins autant de gens qu'Hitler en attendant que Mao Tse Toung en tue encore plus qu'eux deux, quand ils s'allient avec Staline, ils l'ont fait pour gagner contre Hitler. Avant, il y avait eu la conférence de Téhéran (Décembre 1943) et ensuite la conférence de Postdam (Juillet 1945).
- Il y a une légende française, répandue partout, consistant à dire que l'on a reparti le monde à Yalta. Cette légende a été répandue notamment par le Général de Gaulle qui était furieux de ne pas être à Yalta. Moi, je suis plutôt gaulliste, « gaullo-mitterrandien » en politique étrangère, mais je vais faire une petite pique sur ce point. De Gaulle était furieux de ne pas être à Yalta, mais c'est pourtant là que Churchill a arraché à Staline et Roosevelt, qui ne voyaient pas du tout l'intérêt de la chose, que la France ait un poste de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU.
- Il n'y a eu aucun partage, aucun partage, mais déjà à l'époque et Madame Carrère d'Encausse l'explique très bien dans de nombreux livres, l'Armée Rouge contrôle l'Europe de l'Est. En réalité, il n'y a pas d'abandon, les Russes étaient déjà là. Churchill et Roosevelt arrivent même à extorquer à Staline une déclaration sur l'Europe libérée, dans laquelle Staline dit qu'il y aura des élections libres dans toutes les zones où les Russes auront vaincu les nazis. Staline n'en tient pas compte bien sûr, mais c'est ce qui s'est passé à Yalta et il n'y a pas eu de partage. Il y a un partage de l'Allemagne avec une discussion sur « Est-ce qu'il faut garder l'Allemagne unie ou coupée en morceaux ? Comment on va faire les zones d'occupation ? Une petite zone à la France, mais oui tiens, pourquoi pas ? »
- Il n'y a pas de partage. Le partage de l'Europe s'est installé après, dans les années suivantes, quand Staline, l'a mis en place en manipulant les partis communistes de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest qui étaient très puissants à l'époque. Il n'a pas poussé le parti communiste français à une attitude insurrectionnelle, mais c'était limite. De Gaulle d'ailleurs avait été négociateur avec Staline en décembre 44 pour dire qu'il ne laisserait pas faire sans réagir. Staline ne l'a pas fait non plus en Italie. Mais dans tous les pays de l'Europe de l'Est, je ne parle même pas des pays qui étaient déjà annexés comme les Pays Baltes, je parle des autres pays. Et bien dans tous les pays de l'Europe de l'Est les partis communistes ont pris le pouvoir avec des alliés, puis progressivement, en « grignotant » ils les ont évincés.
- Et donc s'installe la situation de l'après-guerre avec la vraie division. C'est pourquoi quand les américains ont eu l'idée géniale de lancer en 1947 le Plan Marshall (*173 milliards de dollars de 2019 versés en 4 ans. source Wikipédia*), ils l'ont proposé à toute l'Europe, dont l'Europe de l'Est, et c'est Staline qui a fait dire non au pays de l'Europe de l'Est parce qu'il ne voulait pas que son contrôle sur l'Europe de l'Est soit affaibli.
- Alors un jour, jeune conseiller de Mitterrand, « n'écoutez pas ma prétention ridicule » et comme Mitterrand disait souvent « il faut sortir de Yalta », « tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon ». Alors un jour, je fais une note (j'avais 34 ans) en lui disant, mais Yalta ce n'est pas du tout ce que vous dites, c'est tout à fait autre chose et je sors mes connaissances historiques. Mitterrand me rend la note et

me dit, je sais très bien tout cela, mais il faut que je sois compris. Il employait la définition du Yalta tel qu'elle était répandue.

- C'est important parce qu'il y a tellement de choses qui pèsent dans le souvenir de ces pays. Pour d'autres, ce sera la conférence de Munich (30 septembre 1938) ou le Traité de Trianon (4 juin 1920). Il y a plein de choses qui pèsent et qui remontent à la deuxième guerre mondiale, voire à la sortie de la première guerre mondiale.

On ne vous en parle pas tous les jours mais vous voyez bien que c'est présent.

Les années précédant la désagrégation de l'Union Soviétique

- Toute la gestion de la désagrégation de l'Union Soviétique a été très réussie, par les dirigeants internationaux de l'époque, dont François Mitterrand, mais pas que François Mitterrand. Georges Bush père qui était un président formidable, Helmut Kohl aussi qui n'a pas pris l'initiative mais qui a suivi après, lorsque les événements se sont enclenchés, en prenant des décisions courageuses trois fois contre sa propre opinion, Margaret Thatcher et, bien sûr, Mikhaïl Gorbatchev qui a dirigé l'URSS entre 1985 et 1991 et qui a déclenché les choses.
- J'étais preneur de notes très jeune en octobre 1981. Et lors d'une rencontre entre Mitterrand et Helmut Schmidt (Chancelier allemand de 1974 à 1982) Mitterrand dit à Schmidt : « moi cela ne me choque pas que les Allemands aspirent à la réunification, c'est tout à fait normal mais il faudra que le moment venu cela se passe bien ». Il ne s'est jamais posé des questions idiotes comme « est-ce que je suis pour ou contre ? », il voulait que cela se passe bien. Helmut Schmidt lui a dit « de toute façon je ne verrais jamais cela ». Mitterrand « et pourquoi ? » Schmidt « je suis déjà malade, je fume trop, j'ai un pacemaker, ... ». Mitterrand lui dit (on est en octobre 1981) « moi je ne suis pas de votre avis, dans 15 ans maximum, peut-être moins, l'Union Soviétique ne pourra plus empêcher la réunification de l'Allemagne ».
- Donc il y a une anticipation sur ce qui va se passer, et moi j'ai vécu là, dans cette équipe de l'Elysée où on se disait « cela va se passer, pas dans très longtemps, il faut voir comment cela va se passer ». Il y avait d'ailleurs des phénomènes qui anticipaient sur ce que l'on appelle d'un terme inexact la chute du Mur.
- En Pologne, d'abord la Pologne avait résisté, elle était hyper-catholique à l'époque, c'était une façon de préserver son identité et grâce à Lech Walesa et à Jean-Paul II, la Pologne s'était en partie émancipée. D'ailleurs, Wojciech Jaruzelski, même après son coup d'état (décembre 1981), n'a pas remis une emprise communiste vraie. Il y avait une sorte de résistance profonde de la société polonaise par rapport à la tutelle soviétique.
- Cela s'est étalé pendant des années, des années. Puis, on en arrive à l'accélération d'où sort l'Europe de l'Est nouvelle c'est-à-dire l'Europe des années 88-89-90.

L'ouverture du Mur de Berlin et la libération des pays de l'Europe de l'Est

- La chute du Mur, c'est un événement, émouvant, spectaculaire mais dont l'importance est souvent exagérée. C'est souvent raconté comme si les choses avaient été déclenchées par la chute du Mur.
- Avec mes élèves à Sciences Po, je m'amuse à les faire réagir sur ce point et je leur demande : Que pensez-vous de la chute du Mur ? Alors ils me disent « C'est incroyable le courage de ces gens, ils se sont rués sur le Mur avec des pioches pour abattre le Mur, mais quelle audace ! » Alors je leur dis, mais non, la photo avec les pioches, c'est le lendemain, après l'ouverture du Mur, quand les gens sont venus chercher des souvenirs. Un peu comme les souvenirs étrusques en Italie que l'on fabrique régulièrement.
- Il y a eu un enclenchement, une série d'événements. Il y avait un régime de Berlin-Est complètement au bout du rouleau dont les dirigeants se disaient « Mais qu'est-ce que l'on peut faire pour être moins haïs par tout le monde ? » L'un d'entre eux dit « Et bien, il n'y a qu'à dire que les voyages deviennent libres, qu'ils peuvent sortir du pays ». Ce qui était déjà le cas depuis plusieurs mois avant l'affaire du Mur. Le rideau de fer entre l'Allemagne et la Hongrie avait été coupé « avec des grosses tenailles industrielles spéciales ». Je me demande même s'il n'y avait pas le jeune Orban dans le paysage. Donc, les Allemands pouvaient déjà sortir. Il restait une sorte de décor un peu particulier qui était le Mur. Donc, ils se disent « Oui, tiens on va annoncer cela, comme cela on va peut-être pouvoir rester au pouvoir encore un certain temps ». Le porte-parole demande « il faut dire quoi ? Il faut le dire quand ? Je ne sais pas tu n'as qu'à le dire aujourd'hui ». Il va à sa conférence de presse et on lui demande « Les mouvements des personnes sont libres à partir de quand ? », il ne sait plus très bien, c'est un régime en décomposition absolue, on est en novembre 1989. Le porte-parole dit « Je ne sais pas, aujourd'hui ! », il improvise. « A

bon, aujourd'hui !? » alors les Allemands de Berlin-Est prennent leur vieille Trabant et vont à la Porte de Brandebourg.

- Cela a été très raconté après, par des tas de récits. Les VoPos (*Volkspolizei*), ces fameux policiers de l'Allemagne de l'Est, se disent « on ne va quand même pas leur tirer dessus, il y a tellement de gens, et puis quand même on ne sait pas de quoi l'avenir est fait ». Ils cherchent des instructions. Mais le Ministère de l'Intérieur est lui-même décomposé et ils ne trouvent personne. Ils trouvent enfin une espèce de colonel adjoint qui dit « débrouillez-vous ». C'est un pouvoir qui se décompose. Donc, ils ouvrent les portes, ils laissent passer tout le monde. Mais ce n'est pas la chute, c'est l'ouverture. Et Madame Merkel qui habitait à Berlin-Est a raconté après qu'elle a pris sa voiture et qu'elle était allée à Berlin-Ouest, qu'elle s'est promenée avec des amis, qu'elle a mangé des gâteaux puis est rentrée chez elle. Et cette histoire est encore plus extraordinaire lorsque l'on raconte l'enchaînement réel des événements qui ont conduit à l'ouverture du Mur que l'histoire rocambolesque de la chute du Mur à coup de pioches.
- C'est une parenthèse mais je ne résiste pas au plaisir de reraconter cela, parce que c'est un peu comme Yalta, ce sont des mythes qui encombrant la pensée et en matière de relations internationales, il faudrait que nous soyons rigoureux comme des géomètres, comme des mathématiciens et pas encombrés par des mots-valises, par des choses chimériques, utopiques.
- Alors les choses se précipitent. Tout cela était joué dès que Gorbatchev avait décidé de ne jamais employer la force pour maintenir les régimes communistes au pouvoir en Europe de l'Est. Il ne l'a pas dit en 1985 quand il est arrivé mais en 86-87. Les dirigeants des pays de l'Europe de l'Est ne l'ont pas cru. Ils ont pensé « il dit cela mais il sera obligé de nous soutenir. S'il ne nous défend pas l'URSS est foutue ». Gorbatchev aurait pu intervenir, au moment de l'ouverture du Mur il y avait 300 000 soldats soviétiques en Allemagne de l'Est. Si Gorbatchev avait dit on arrête, il noyait cela dans un bain de sang. L'URSS aurait survécu 10 ans et se serait effondrée après, mais cela aurait été totalement différent.
- Mikhaïl Gorbatchev est trop oublié, il faut rendre un hommage à cet homme qui a été courageux et c'est aussi étrange de voir Mikhaïl Gorbatchev, issu du Parti Communiste, initier la sortie du système soviétique que de voir le Pape Jean XXIII, issu de la Curie romaine faire Vatican II (1962-1965). Après, tout cela s'enchaîne, les régimes communistes tombent les uns après les autres et on se trouve dans la situation d'après.

Les années 90

- A cette époque-là, il n'y a pas du tout l'idée que, depuis des siècles, ces pays ont des histoires différentes, que ce ne sont pas les mêmes histoires européennes pour chacun des pays, que ce n'est pas la même histoire pour l'Europe de l'Est et pour l'Europe de l'Ouest. Il faudrait aussi distinguer les Balkans. Par contre vous, vous le savez bien que leurs histoires sont différentes. C'est le début d'un long moment d'optimisme qui est d'abord marqué par le fait que les pays d'Europe de l'Est veulent à tout prix rentrer dans le système de l'Ouest, c'est-à-dire pour eux d'abord l'OTAN. C'est ça l'urgence, ils veulent se protéger de l'emprise soviétique « en se réfugiant au commissariat le plus proche », l'OTAN. Ils veulent aussi entrer dans l'Union Européenne, mais qui est à leurs yeux une sorte de filiale économique de l'OTAN. Ce n'est pas du tout comme cela que pense les gens de l'Europe de l'Ouest mais c'est la vision des gens de l'Europe de l'Est.
- C'est les années 90 et il y a un optimisme gigantesque, pas uniquement en l'Europe de l'Est. C'est l'époque où Francis Fukuyama, le penseur américain (*La fin de l'histoire et le dernier homme* 1992) dit « l'histoire est finie faute de combattants, tout le monde est d'accord sur la démocratie, tout le monde est d'accord sur le marché, donc cela va s'imposer partout, nos valeurs sont universelles ».
- Il y a aussi un grand optimisme européen avec l'idée que l'on va mettre en œuvre la monnaie unique, qui était à la fois le résultat d'une préparation technocratique de haut vol et du bras de fer Mitterrand - Kohl pendant la réunification.
- Quand on relit maintenant les ouvrages sur tout ce qui se disait et sur tout ce qui se pensait dans cette décennie 90, le contraste est fascinant. La comparaison est perturbante par rapport à l'ambiance dans laquelle on est aujourd'hui. A cette époque, l'Europe de l'Est, c'est formidable. Il y a des gens comme Bronisław Geremek, mon ami polonais, c'est rempli d'intellectuels très occidentalisés, souvent francophones, en tout cas francophiles.
- Donc, il y a l'idée qu'une sorte d'homogénéisation de toute l'Europe va se faire et que, le passé, on s'en fiche. Tous les siècles d'avant, tout cela paraît dépassé par l'espérance universaliste, par l'idéologie

OMC (*Organisation Mondiale du Commerce*), c'est-à-dire que la généralisation au monde entier de l'économie globale de marché dérégulée va noyer toutes les aspirations, toutes les mémoires, toutes les vengeances, toutes les identités, tout ce fatras dans une espèce d'océan de prospérité et c'est ça qui domine la décennie 90.

- Ce qui fait que quand Samuel Huntington (*Le choc des civilisations 1996*) répond au camp Fukuyama « mon pauvre ami, ce n'est pas la fin de l'histoire, on est même menacé par un clash des civilisations », toute la « bien-pensance mondiale » est horrifiée par cette vision. Elle dit « mais c'est atroce de penser comme cela, d'ailleurs les civilisations on ne sait pas ce que c'est, les identités évoluent et se dépassent, et ceci, et cela ».
- Tout cela évolue jusqu'à ce qu'il y ait, notamment, le 11 septembre 2001 qui fait que les élites américaines qui étaient très Fukuyama, moins que les Européens mais quand même, commencent à se dire, malheureusement il y a du vrai dans la mise en garde de Samuel Huntington. Il faut préciser qu'Huntington n'a jamais été pour le clash mais a dit : « on est menacé par ».
- Les pays de l'Europe de l'Est dans cette décennie 90 évoluent bien, même s'ils le font à des rythmes variés. Ils font de efforts absolument gigantesques pour réaliser toutes les réformes exigées par la Commission de Bruxelles au nom des pays déjà membres. C'est une négociation qui dure très longtemps, très longtemps.
- Je cite encore Mitterrand mais il est quand même bien dans le sujet. Je rappelle d'ailleurs qu'il avait compris très tôt tout ce qu'il allait se passer, contrairement aux journalistes qui disaient qu'il était en retard et n'avait rien compris. Eux étaient en retard sur ce que lui avait déjà compris.
- Donc le 31 décembre 1989, Mitterrand sans préparation, sans note de qui que ce soit dit « il faudra avec les pays de l'Europe de l'Est qui ont vocation à entrer un jour dans l'Europe, pas tout de suite parce qu'il faut négocier, il faudra faire une confédération ». C'était une idée géniale. Mais à mon avis il l'a torpillée d'emblée. D'abord parce qu'il l'a sortie trop tôt, alors que personne n'avait encore compris la suite du scénario. Il était trop en avance sur les événements. D'autre part, il a raisonné de façon historique gaullienne en disant « il faut que la Russie soit dans cet ensemble » alors que, pour les pays d'Europe de l'Est, c'était juste impensable. La Russie, les Soviétiques, les communistes, là c'était une erreur géante. S'il n'avait pas dit la Russie, cela aurait peut-être fonctionné, mais cela a tellement horrifié les pays d'Europe de l'Est qu'ils ont dit tout de suite, c'est un vieux bonhomme, ami des communistes, il veut nous empêcher d'entrer dans l'Europe, il veut nous mettre sur une voie de garage, c'est insupportable. Vaclav Havel était en tête de ces manifestations. Et les Américains n'ont pas eu trop de chose à faire, deux trois coups de fil c'est tout, pour qu'il y ait un déchainement contre l'idée de Mitterrand. Donc, quand on a essayé de sauver cette idée trois ans après dans une conférence à Prague, c'était de toute façon fichu.
- Cela aurait changé pas mal la suite, parce que l'idée de départ c'était que sans attendre la pénible négociation avec la Commission européenne qui est quand même paternaliste et exigeante, ces pays auraient été tout de suite de plein pied dans un ensemble politique. Il y a toute une partie de la psychologie liée à cette négociation laborieuse pour les pays candidats qui réapparaît maintenant : « on a toujours été méprisés, on a toujours été périphériques » qui aurait peut-être été dépassée si on avait fait la Confédération.
- Sauf que l'on ne peut pas le prouver puisque l'idée n'a pas été mise en œuvre. Mitterrand avait d'ailleurs dit en 89, il y en a au moins pour 15 ans avant que les pays candidats soient membres de plein droit dans l'Union Européenne. Tout le monde a dit « mais quelle horreur, comment il peut dire cela ». C'est ce que disaient tous les journaux de l'époque à commencer par Le Monde. Les pays sont rentrés en 2004 après 15 ans de négociations pénibles qui ont un peu émoussé l'enthousiasme des pays de l'Europe de l'Est.

Des succès économiques initiaux à la période actuelle de désaveux politiques

- Alors, on en arrive petit à petit à cette période de détachement, de désaveux et on commence à voir des démocrates bon teint qui commencent à dire que la tutelle de Bruxelles, c'est un peu pénible. On est sorti de la tutelle de Moscou, ce n'est pas pour avoir la tutelle de Bruxelles. Au début ce genre de déclarations passent pour extrémistes, pour tout à fait insupportables, souverainistes, archaïques. Ces réactions ont continué de se développer.
- N'oubliez pas que même Jean-Claude Juncker au début de son mandat à la tête de la Commission (2014) dit « nous avons eu tort de règlementer à outrance ». Ce n'est pas Dupont-Aignan, c'est Jean-Claude

Juncker. Et le Vice-Président de la Commission, Frans Timmermans, a dit cela aussi. Donc, il y a quand même une machinerie qui n'est plus acceptée. La plupart des pays de l'Europe de l'Est qui ont négocié ont trouvé cela pénible et humiliant, même ceux qui étaient des Européens sincères et très convaincus.

- Bref, après les premières années idylliques, euphoriques, « tapis volant », on entre dans une période plus compliquée et puis on en arrive après à la période actuelle avec les réactions de toute l'Europe de l'Est face au phénomène migratoire. Des différences qui à mon avis n'avaient jamais complètement disparues sont mises en évidence. Elles étaient considérées comme dépassées, elles ont été escamotées, elles réapparaissent et on en arrive à la situation d'aujourd'hui.

La Russie depuis la fin de l'URSS

- J'étais dans un colloque il y a trois jours en Belgique, organisé par mon ami Élie Barnavi, ancien Ambassadeur d'Israël à Paris, et avec Andreï Gratchev, ancien porte-parole du président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev. On est arrivé à la conclusion historique que pendant la guerre froide, les pays occidentaux n'ont qu'une idée, c'est d'abattre l'URSS. Ce que cela va devenir après, on s'en fiche, qu'est-ce que l'on va faire avec la Russie après on s'en fiche, ce n'est plus le sujet. Donc il faut abattre l'URSS et, finalement, c'est ce qui arrive à la fin, quand l'union soviétique se désintègre. La vraie date c'est fin 91 quand Eltsine et les autres se mettent d'accord pour prendre leur indépendance et disent à Gorbatchev, tu t'en vas parce qu'il n'y a plus d'URSS et donc plus de patron de l'URSS. Après la Russie entre dans un autre monde.
- Et autant je trouve que les dirigeants de l'époque - que j'ai déjà cités ont été formidables collectivement pour bien gérer cette fin de l'URSS qui était considérée en Europe depuis des décennies comme pouvant donner lieu à une guerre -, autant après on a mal géré la Russie. On a dit ils sont vaincus, ils ne comptent plus. On n'a pas du tout raisonné comme avec l'Allemagne après 1945 mais plutôt comme avec l'Allemagne après 1918. Ils sont fichus, on s'en fiche complètement de ce qu'ils ont à dire.
- C'est l'époque où Eltsine accepte ou demande aux Etats-Unis d'envoyer des conseillers et où tous les ministres importants du gouvernement de Egor Gaïdar (un ultra libéral) appliquent la thérapie de choc à la Russie. Et les Russes perdent, disent les économistes russes, en gros 40% de pouvoir d'achat. Ils perdaient déjà d'assez bas vu le fiasco communiste ! Ils perdent 40% de pouvoir d'achat dans la décennie 90. Ce qui me fait dire que l'on a bien eu de la chance qu'il n'y ait pas eu plus dur que Vladimir Poutine au pouvoir en Russie avec une telle situation.
- Vous voyez ce qui se passe en Europe quand telle ou telle catégorie sociale croit, même si elle n'en est pas sûr, qu'elle a perdue 0,2% de pouvoir d'achat.
- Et pourtant, au cours de ses deux premiers mandats, Poutine est assez ouvert, il a conscience de la faiblesse. Bien sûr il a dit aux Russes : « celui qui ne regrette pas l'Union Soviétique n'a pas de cœur », mais il a ajouté « celui qui veut la reconstituer n'a pas de tête ». Il n'est pas fou par rapport à cela. Poutine cherche plutôt la coopération avec l'Occident. C'était évident au moment du 11 septembre 2001, mais aussi à d'autres occasions, en particulier avec la montée du risque du terrorisme islamique dans le Caucase.
- Mais de leur côté, les Occidentaux disent, il ne compte plus, il n'est plus dans le jeu, ce n'est même plus la peine de lui répondre. Il y a des décisions américaines pour implanter des systèmes anti-missiles avec des présidents qui en fait n'y croient pas tellement, comme avec Bush père ou Bill Clinton. Ces systèmes sont mis à des endroits exprès autour de la Russie pour gêner, voire pour handicaper les systèmes russes dissuasifs.
- Puis, il y a l'affaire de l'OTAN. C'est tout à fait vrai que le président Georges Bush père (1988-1992) et James Baker, son Secrétaire d'Etat, avaient dit à Gorbatchev qu'ils ne mettraient pas forcément ces pays dans l'OTAN. Que si ces pays entraient dans l'OTAN, il n'y aurait pas de troupes américaines. Tout en distinguant quand même les pays baltes qui méritaient d'être protégés parce qu'il y a un système russe qui voulait se venger. Après les Américains n'ont pas du tout tenu compte de ces engagements qui, d'ailleurs, n'avaient pas du tout été écrits. Gorbatchev dit « ils m'ont trompé », les Américains disent « il n'y a pas d'engagement, il n'y a pas de traité ». Les deux sont vrais.
- Ensuite, une machinerie américaine s'est mise en route avec d'énormes lobbies aux Etats-Unis, notamment ukrainiens et autres, disant « il faut absolument faire entrer tous les pays dans l'OTAN ». On peut dire « si ces pays veulent rentrer, on peut accepter » mais, dans les alliances cela ne se passe pas comme cela, il faut quand même prendre la mesure des conséquences, des responsabilités. Surtout

que dans l'Alliance Atlantique (OTAN), il y a un article 5, celui sur lequel le comportement de Trump fait planer un doute. Cet article 5 oblige d'aller à la défense des pays alliés attaqués.

- Finalement, c'est Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, dans un sommet, qui ont bloqué l'élargissement à l'OTAN. Certains Ukrainiens le déplorent beaucoup mais pas d'autres, comme Zbigniew Brzezinski qui est mort il y a deux en 2017 et qui était un grand esprit. Zbigniew Brzezinski, qui est polonais d'origine donc structurellement anti-russe, disait dans les 10 dernières années, c'est absurde de vouloir mettre à tout prix l'Ukraine dans l'OTAN. Ce qu'il faut, c'est un statut de neutralité et que ce pays soit totalement libre de ses orientations politiques, économiques et sociales. Henry Kissinger a fini par dire cela aussi. On peut défendre le point de vue que l'on veut. En tout cas, voilà deux penseurs américains de premier plan, deux anciens acteurs qui ont adopté ce point de vue (encore une fois pas sur les Pays Baltes).
- Et l'on peut dire que l'on aurait pu trouver un accord, s'il n'y avait pas eu l'insistance américaine pendant des années en disant on veut récupérer l'Ukraine et donc, avec la Crimée, la base de Sébastopol. La Crimée est considérée comme russe par à peu près tous les Russes, y compris les opposants à Vladimir Poutine (ce qui n'est pas le point de vue des Ukrainiens).
- Les gens qui raisonnent froidement et stratégiquement savaient que jamais, jamais, Vladimir Poutine laisserait se mettre en place une situation qui verrait pour les Russes la perte de la base de Sébastopol.
- S'il y avait eu une négociation, comme toujours très sophistiquée à mener, les Américains auraient pu dire « on veut accepter l'Ukraine dans l'OTAN parce que les Ukrainiens le demandent, mais il y aura un statut particulier pour la base de Sébastopol et nous allons confirmer l'engagement que vous la garderez ». Après tout, il y a la base américaine de Guantanamo à Cuba. Ce type de négociations aurait pu éviter l'engrenage qui s'est produit.
- Le cœur de mon raisonnement, c'est que les torts sont partagés sur la question russe. Je distingue la Russie de l'Europe de l'Est. Je crois que l'Occident n'a pas été très intelligent dans sa politique russe pendant les deux premiers mandats de Vladimir Poutine et pendant le mandat de Dmitri Medvedev. Quand Vladimir Poutine est revenu pour son 3^{ème} mandat alors là, pour le coup, il a pris une position dure, provocatrice, insolente, menaçante parfois et sa popularité déjà très élevée par rapport à ce que l'on voit en Occident, est montée en flèche. Je ne parle pas du moment où il a annexé la Crimée et où sa popularité est encore montée.
- Aujourd'hui, on en est au 4^{ème} mandat. Donc, je pense qu'il y a énormément de choses à reprocher aux Russes et qu'évidemment pour l'avenir il faut être très vigilant, voir méfiant, qu'il faut avoir un rapport de force solide. Je trouve aussi cela tout à fait normal que les Pays Baltes, par exemple, veuillent avoir des forces chez eux mais, en même temps, c'est tout à fait absurde que nous ayons avec la Russie des rapports plus mauvais qu'à la fin de la guerre froide. Dans les 30 dernières années de la guerre froide, alors que l'URSS était vraiment menaçante, avec une posture nucléaire menaçante, une posture conventionnelle menaçante, avec des forces dans toute l'Europe de l'Est, des missiles dans tous les coins et bien, quand même, la situation et la communication était meilleures.
- D'abord après la crise de Cuba en 1962, il y a eu le téléphone rouge. Ensuite, après l'époque Nixon-Kissinger (69-74), il y a eu la mise en place d'un système de relations, de négociations, de limitations des armements nucléaires, les Traités SALT (*Strategic Arms Limitation Talks I-1972 & II-1979*), réductions des armements nucléaires le Traité START (*Strategic Arms Reduction Treaty - signé par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en 1991, soit quelques mois avant la dissolution de l'URSS*). Il y avait des sommets et des rencontres. Il y avait à Moscou et à Washington 500 personnes connaissant l'autre, échangeant, parlant la langue de l'autre, réfléchissant. Il y en avait plein à Paris, à Londres, à Bonn. Tout cela à peu près disparu.
- Aujourd'hui, même des gens très, très méfiants, très vigilants comme les Polonais - que l'on peut comprendre pour des raisons historiques - ne devraient pas s'opposer à ce que l'on rétablisse des relations de bon voisinage qui soient moins absurdes, moins stériles avec la Russie. Cela d'autant plus qu'il y a un autre inconvénient stratégique, c'est que tout cela pousse la Russie du côté chinois, alors que les Russes n'en n'ont pas du tout envie. Ils sont terrorisés, la Sibérie est vide comme avait dit jour Deng Xiaoping parlant à Jacques Chirac. Il y a quand même une certaine angoisse et, d'une certaine façon, il faut sortir de cette contradiction et sortir de cette impasse. C'est ce que voulait faire Trump, je crois. C'est à mon avis la seule bonne idée qu'il a eue, mais c'est la seule qu'il ne peut appliquer. Il est, par ses imprudences dans ses fréquentations russes d'avant, complètement vulnérable, même si le procureur ne trouve rien.

- Les Américains veulent garder la Russie comme un adversaire obsessionnel permanent. C'est fondamental pour le système militaro-industriel américain. Ce qui fait que l'on pousse des cris d'orfraie maintenant quand on voit les Russes avec leurs gros sabots faire des manipulations numériques ou s'ingérer dans des campagnes électorales. Ce que les Américains ont toujours fait depuis des dizaines d'années dans des dizaines d'endroits, mais cela paraît atroce que les Russes soient capables de faire cela. On leur en veut en quelque sorte d'être restés russes.
- Alors que, après la fin de l'URSS, on s'était dit que les Russes allaient devenir de « gentils sociaux-démocrates scandinaves ». En fait, ils sont restés russes et c'est compliqué. Je ne dis pas qu'il faut être complaisant, je ne dis pas qu'il faut être naïf, je suis pour un rapport de force. Mais le rapport de force devrait permettre d'avoir une relation avec les Russes et cela serait beaucoup plus intelligent d'avoir un meilleur rapport de force géographique et physique que de mettre en place des sanctions.
- Les sanctions, elles ne servent à rien, elles sont contre-productives, elles nous ont fait perdre des tas de marchés et cela ne fait pas du tout dévier la Russie de sa ligne. Et même, cela la conduit plutôt dans l'autre sens. De toute façon, c'est très, très rare à l'époque contemporaine que des sanctions permettent d'arriver à quelque chose. On cite un seul cas sur des dizaines et des dizaines de politiques de sanctions. C'est le cas de l'Afrique du Sud, mais en fait c'était mûr.
- Pour la Russie, je pense qu'il ne faut pas se résigner à l'impasse actuelle. Je pense que les torts sont partagés et qu'il faut absolument sortir de cette situation y compris pour des raisons géopolitiques globales.

L'Europe aujourd'hui

La question migratoire au sein de l'Union Européenne

- Je réfléchis en termes de scénario. La question qui saute aux yeux est très simple. Est-ce que les divergences vont se poursuivre entre les pays de l'Europe de l'Ouest qui acceptent les sociétés multiculturelles, c'est-à-dire avec beaucoup de musulmans en pratique ? Est-ce que l'on va réussir à surmonter les divergences entre ceux qui acceptent, qui trouvent cela bien ou qui se résignent et ceux qui ne veulent pas de sociétés multiculturelles ? Est-ce que c'est insoluble ? Est-ce que c'est insurmontable ou pas ? Et est-ce que cela peut aller jusqu'à des clashes qui désagrègent le système européen ?
- Moi, je ne crois pas trop à la désagrégation du système européen, encore que. D'ailleurs, vous avez vu avec les affaires grecque, puis italienne que même les peuples très énervés avec ce qu'est devenue l'Europe ne veulent pas lâcher l'euro. Pas parce qu'ils aiment l'Europe mais parce que l'euro est une sorte de bouée de sauvetage formidable dans une mer démontée. Je ne crois pas que cela puisse se défaire, sauf sur le point de la question migratoire.
- La seule solution pour surmonter les antagonismes qui sont aujourd'hui criants, c'est d'arriver à une maîtrise des flux migratoires. Pas une fermeture, qui serait impossible techniquement, absurde économiquement et cruelle humainement. Mais la régulation, la maîtrise des flux. Simplement, on ne peut pas le faire seuls, nous les pays d'arrivée, la régulation ne peut se faire qu'avec les pays de départ et les pays de transit.
- La question ne se pose pas qu'en Europe. Il n'y a pas que des horribles européens égoïstes avec des tas de gens qu'il faut secourir dans la minute. Cela se pose aussi en Afrique du Sud, cela se pose au Nigeria, en Côte d'Ivoire, en Australie, en Argentine, au Canada, aux Etats-Unis. Encore qu'il faille différencier les pays dans lesquels on a exterminé les premiers occupants et ceux où ce n'est pas le cas, dont la France. Il faut faire des distinctions et il faut un système de gestion.
- Aujourd'hui les oppositions sont au paroxysme à cause des élections européennes prochaines mais je n'exclus pas que l'on arrive à un arrangement général sur la maîtrise des flux.
- Je ne parle pas de l'asile et je n'emploie pas le mot de réfugiés que l'on ne devrait pas employer, sauf pour les gens à qui on a donné l'asile. Les gens demandent l'asile, on leur donne l'asile et ils deviennent réfugiés.
- Les gens qui viennent en masse de l'Afrique, ce sont des candidats à l'immigration illégale parce que ce ne sont pas des mécanismes légaux. Il faut faire un travail sur les mots.

- Si on arrive à une maîtrise des flux migratoires, après on pourrait dire aux pays de l'Europe de l'Est et même à Viktor Orban, « puisque l'on a rétabli une maîtrise sérieuse des flux, il faut donner l'asile à certains demandeurs d'asile », ou alors il faut que les pays qui ne veulent pas de réfugiés compensent financièrement. C'est ce que commencent à dire la CDU de Mesdames Angela Merkel et Annegret Kramp-Karrenbauer (la possible chancelière après Angela Merkel). Elles disent « soit ils participent en en prenant un peu, soit ils compensent ». Même sur ce sujet, qui est le plus antagonisant et le plus dur actuel, je n'exclus pas qu'il y ait un accord possible après les élections européennes. Il faut un an ou deux pour le bâtir. Ça c'est un scénario dans lequel la divergence ne va pas trop loin.
- Mais je n'exclus quand même un scénario dans lequel les pays de l'Europe de l'Est vont plus loin en contestant tout ce que deviennent les sociétés de l'Europe de l'Ouest.
- Si on ne veut pas cela, il faut une stratégie de convergence et la convergence, elle, ne peut pas seulement porter sur la maîtrise des flux migratoires. C'est un travail intellectuel à refaire, et chacun d'entre vous qui travaille avec un de ces pays, qui y va, qui investit, qui commerce, participe à ce travail de convergence parce que cela fait des milliers de liens qui se reconstituent.
- Je balance un peu sur la suite. Evidemment mon scénario préféré c'est la re-convergence. J'ai laissé de côté la question Balkans et la question des derniers pays candidats que l'on ne peut pas faire rentrer maintenant parce que aucun traité d'adhésion ne serait ratifié.
- Je ne crois pas du tout au saut en avant fédéral parce que personne n'en veut en Europe et en particulier pas l'Allemagne. Quand on parle d'un système fédéral, on parle pour ne rien dire

Mon tableau serait incomplet si je ne parlais pas du jeu des autres puissances vis-à-vis de l'Europe, de leur stratégie. Les autres, c'est la Russie, des Etats-Unis et de la Chine.

L'Europe et la Russie

- Que veut faire la Russie ? Jusqu'à maintenant, elle veut surtout entretenir les conflits gelés parce que cela lui donne un levier. Cela ne mène pas très loin mais, quand même, cela lui donne un levier et c'est typique dans l'est de l'Ukraine. Mais, je l'ai déjà dit tout à l'heure, si l'on faisait de nouveau de la vraie politique étrangère, de la vraie *realpolitik*.
- Ce n'est pas impossible que l'on arrive à un deal, par exemple en traitant avec la Russie le vide sécuritaire qui est en train de s'instaurer depuis que les Etats-Unis ont décidé de se retirer de l'heureux résultat du bras de fer euromissile que nous avons gagné, c'est-à-dire le traité des Forces Nucléaires Intermédiaires (*FNI Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire : décembre 1987, l'URSS et les États-Unis se mettent d'accord, au sommet de Washington, pour l'« Option Zéro »*. Il est le premier traité à avoir éliminé totalement une catégorie d'armement. source Wikipédia). Là, il y a une espèce de vide et moi j'attends que la France, l'Allemagne et même la Grande-Bretagne disent voilà notre proposition et que l'on renégocie là-dessus un processus.
- Et j'étais très content qu'Emmanuel Macron dans sa dernière lettre - qui est beaucoup plus réaliste que le discours de la Sorbonne et qui a donc beaucoup plus de chance d'atteindre son objectif - avance l'idée qu'il y ait un conseil de sécurité concernant l'Europe avec la Grande-Bretagne. C'est une idée très juste puisque la Grande-Bretagne, si cela va jusqu'au bout de ce processus auquel plus personne ne comprend plus rien, sort du système communautaire mais elle ne sort pas de l'Europe complètement, donc il y a des pistes.

L'Europe et les Etats-Unis

- Le jeu américain. Est-ce qu'il y a un jeu américain très clair ? Ce n'est même pas évident. Trump n'est pas isolationniste, il n'est pas interventionniste, c'est clair. Il est surtout unilatéraliste, brutal, égoïste. Je mets de côté son insondable vulgarité, c'est un autre sujet, mais en politique internationale, il veut agir tout seul en étant embêté par personne. C'est Gulliver qui veut faire sauter tous les lilliputiens du multilatéralisme qui veulent l'enfermer dans toute sorte d'engagements. Il n'en veut pas.
- Après qu'est-ce qu'il veut faire ? Il veut se venger de l'Allemagne qui fait des automobiles magnifiques bien meilleures que les automobiles américaines. Il y a une sorte d'obsession commerciale sur ce point.
- Est-ce qu'il a une idée anti-européenne ? Je ne crois même pas. Il semble que cela l'indiffère et puis cela dépend des cas. Il n'a pas une politique très claire. L'OTAN, cela l'embête de payer 70% des dépenses de l'OTAN. A cet égard, il n'a pas forcément tort et les présidents avant Trump le disaient aussi. Mais je ne crois pas qu'il irait jusqu'à dénoncer le traité. C'est presque impossible, mais il pourrait se mettre

en colère un jour et dire « il y en a marre de payer 70% de l'OTAN, on va baisser notre contribution de 10% chaque année ». Il faut voir ce que cela provoquerait en Europe. Peut-être un sursaut constructif, positif, formidable mais peut être une espèce d'accablement total.

L'Europe et la Chine

- Le jeu chinois. Cela fait partie des pays qui considèrent que l'Europe est une sorte d'entité négligeable. Le drame actuel, ce n'est pas le populisme dont on nous rabat les oreilles. Le drame, c'est que l'ensemble des puissances dans le monde considèrent qu'elles n'ont pas à tenir compte de ce que veulent les Européens. Ce n'est même pas qu'ils veulent nous diviser, on l'est de facto sur beaucoup de sujets, mais ils utilisent cela.
- La Chine s'autorise à faire des sommets avec les pays de l'Europe de l'Est qui sont membres de l'Union Européenne et avec les pays candidats qui ne vont pas rentrer dans l'Union Européenne. Et cela, sans inviter les autres pays de l'Union Européenne. C'est incroyable que l'on n'ait pas la force de leur dire, cela ne se fait pas, c'est impossible, on vous l'interdit. Vous pouvez faire des sommets avec l'Union Européenne mais pas qu'avec « des morceaux à votre main ».
- L'Europe est tétanisée et puis les opinions et les élites sont tellement auto-persuadées que la personne à combattre c'est Vladimir Poutine et que Poutine est tellement affreux. Il y a une forme de strabisme stratégique.

L'Europe et la Turquie

- Il y a un jeu turc qui concerne plutôt l'Europe du Sud-Est mais je le mentionne quand même.

L'Europe - Conclusion

- Au début l'évolution entre les pays d'Europe était formidable, très prometteuse et puis elle a un peu dégénéré et maintenant elle est compliquée. La réponse serait un minimum de pensée européenne. Cela ne veut pas dire plus d'intégration. Si l'on intègre plus l'Europe dans l'état où elle est, à la sortie vous n'avez rien. Si on passe à un système fédéral sans veto et avec un vote à la majorité, à la sortie vous avez une Europe spectateur, passive, pacifiste, rien. C'est zéro à la sortie. Ceux qui croient vraiment à l'Europe doivent comprendre cela et aujourd'hui préparer le moment où la convergence sera possible.
- Il faudrait une idée générale européenne pour faire converger les pays plutôt que de les laisser diverger et reprendre une initiative par rapport à la Russie une initiative qui serait ferme, mais dans une optique de reconstruction voilà le résumé de ce que je pense de la situation actuelle.
- Ce n'est pas totalement gai mais c'est honnête.

Questions

1. Est-ce que la Russie, malgré sa force militaire et à cause de ses faiblesses économique et démographique, peut se faire avaler par la Chine ? Est-ce que la Russie peut vivre un nouveau Tsushima, cette fois avec les Chinois ?
2. Pourquoi l'Europe n'a pas réussi en Russie et pourquoi l'Europe n'arrive pas à avoir une politique étrangère alors qu'elle a réussi une intégration économique des pays d'Europe Centrale ?
3. Le système international - L'après Poutine - Existe-t-il des limites à la puissance chinoise ? - Le mental des Européens
4. La démographie - La migration des élites de l'Europe de l'Est - Inde & Europe - Arrimer la Russie à l'Europe - Le Traité de Marrakech - Le Traité d'Aix La Chapelle - Les ingérences russes - Le couple franco-allemand - La Syrie
5. La question des ingérences en général et occidentales en particulier

Question 1 - Est-ce que la Russie, malgré sa force militaire et à cause de ses faiblesses économique et démographique, peut se faire avaler par la Chine ? Est-ce que la Russie peut vivre un nouveau Tsushima, cette fois avec les Chinois ?

- La Russie avalée en entier par les Chinois ? Non. Mais la Sibérie, c'est possible. C'est ce qui inquiétait Yevgeny Primakov, ancien Premier Ministre russe. Et c'est un vrai problème. Tous les Russes - qui sont « des sortes d'européens, des cousins européens mais des européens quand même » - sont préoccupés par cela.
- C'est pour cela que je rappelais que, quel que soit les griefs que l'on a pour les Russes et quel que soit les précautions que l'on doit prendre avec eux, c'est une absurdité stratégique de s'en éloigner. Donc, il faut ré-amarrer la Russie à l'Europe. Ce n'est pas facile, c'est compliqué. Poutine aurait été preneur au début mais aujourd'hui, il n'est pas du tout sur cette ligne. Et jusqu'à ce qu'il se rende compte que la ligne qu'il a adoptée est stérile, on ne pourra rien faire, mais il faut aller dans ce sens. Il ne faut pas que les Routes de la Soie pour la Chine deviennent un instrument de domination du type de celui de la Route des Indes pour la Grande-Bretagne, mais à la puissance 10.
- Il pourrait y avoir un nouveau Tsushima sur la Sibérie en faveur de la Chine dans les 30 ou 40 ans à venir. Peut-être que, de facto, après le déferlement de dizaines de millions de touristes chinois, de commerçants chinois et de chinois agriculteurs en Sibérie, les Russes pourraient être amenés à concéder une partie de leur territoire aux Chinois. Un peu comme le roi de France qui a concédé la Normandie aux Vikings avec le traité de St Clair sur Epte. (*Le traité de Saint-Clair sur Epte est conclu à l'automne de l'année 911 entre le roi des Francs Charles III et Rollon, un chef viking. Il permet l'établissement des Normands (dans la future Normandie) à condition qu'ils protègent le royaume de Charles III de toute nouvelle invasion des « hommes du Nord » source Wikipédia.*)
- Mais il resterait la Russie d'Europe. Un pays plus petit géographiquement mais qui apporte beaucoup sur le plan historique, linguistique et culturel.

Question 2 - Pourquoi l'Europe n'a pas réussi en Russie et pourquoi l'Europe n'arrive pas à avoir une politique étrangère alors qu'elle a réussi une intégration économique des pays d'Europe Centrale ?

- Pour les pays d'Europe l'Est, je ne conteste pas du tout les bénéfices économiques depuis l'élargissement de 2004. Je m'interroge sur la situation d'aujourd'hui. Si les Européens pensaient ce que vous venez de dire, c'est-à-dire que les bénéfices sont très supérieurs aux inconvénients, il n'y aurait pas la situation actuelle en Europe de l'Est, ni en Pologne, ni en Hongrie. Ils ne voteraient pas comme ils votent.
- Ils ne vont pas quitter l'Europe parce qu'ils ne sont pas idiots. Ils ne vont pas lâcher l'euro. Ils ne vont pas revenir en arrière, sauf si l'Europe explose vraiment sur la question des flux migratoires et des sociétés multiculturelles. Je ne conteste pas l'acquis, ça a marché économiquement, mais cela n'a pas marché politiquement. Lisez le livre récent de Bernard Guetta. Il fait comprendre pourquoi les Hongrois soutiennent Viktor Orban en majorité. Le travail journalistique fait pour la rédaction de ce livre est très honnête.
- Il y a un bug entre les acquis du marché commun, les acquis du marché unique et ce que pensent les européens. Cela ne fonctionne plus.
- Dans l'Europe aujourd'hui, il y a des vrais anti-européens qui ne changeront jamais d'avis pour des raisons de principe. Il n'y a pratiquement pas de parti fédéraliste, même pas en Belgique. Il y a encore des pro-européens classiques, centre gauche et centre droit plus ou moins fort selon les pays. Ce sont en général des groupes minoritaires mais des minorités assez fortes. Et vous avez, au milieu, des gens devenus sceptiques mais pas irrémédiablement hostiles à l'Europe, des gens excédés par la réglementation à outrance. Et puis, il y a des gens hostiles à l'Europe qu'il ne faut pas appeler des eurosceptiques. Marine Le Pen, elle n'est pas eurosceptique, elle est hostile.
- Il y a en Europe une exagération délirante de normalisation. Quand Jacques Delors parlait de subsidiarité, c'était pour appeler à calmer, à réduire, à limiter cette exagération de normes issues des fonctionnaires européens.
- Quant à la politique étrangère, il n'y a pas de politique étrangère européenne. Elle n'est pas prévue dans les traités. Rappelons vous que, pour les Fondateurs, l'Europe c'était sous le parapluie américain. La question stratégique ne se posait pas. Il n'y a pas d'ADN stratégique dans la construction européenne. Ce serait bien qu'il y en est un maintenant mais il n'y en a pas historiquement.
- La politique étrangère commune aujourd'hui, ce sont des déclarations de principes qui rappellent que l'on est pour la paix, pour la démocratie... Mais prenez un sujet particulier compliqué : la Russie, la

Chine, les Etats-Unis, le Moyen-Orient, vous avez des Européens qui sont pour, d'autres qui sont contre et d'autres qui ne veulent pas choisir. On n'a pas régressé. Avant, il n'y avait pas de politique étrangère commune. Les Européens ne se sont pas divisés. Avant, c'était la France, l'Allemagne, ce n'était pas l'Europe.

- Le seul domaine où cela a fonctionné, c'était la politique de voisinage, mais cela ce n'est pas une politique étrangère. La politique de voisinage a fonctionné quand il y avait le levier de l'adhésion. On pouvait imposer nos normes quasiment arbitrairement. On a fait du Trump.
- La politique étrangère européenne, elle est entièrement à fabriquer. Et il faudrait commencer par le début. Est-ce que les Européens veulent que l'Europe devienne une sorte de puissance ? Ils ne le demandent pas, ils vivent dans une sorte de bulle depuis très, très longtemps.
- Pour moi, les Européens sont « des bisounours qui ont cru à la communauté internationale et qui se retrouvent dans Jurassic Park et ils sont tout à fait perdus ». Pour prendre une autre référence, l'ancien Président du SPD allemand, Sigmar Gabriel, a dit il y a un mois : « Nous sommes des herbivores géopolitiques dans un monde de carnivores géopolitiques et bientôt nous serons végans et bientôt nous serons des proies ». C'est la première fois qu'un dirigeant allemand de ce niveau dit quelque chose que je trouve juste.
- Moi je pense qu'il faut réveiller les opinions qu'il faut les sortir de la léthargie stratégique. Il faut garder les acquis du marché unique mais cela ne suffit pas du tout.

*Question 3 - Le système international - L'après Poutine - Existe-t-il des limites à la puissance chinoise ?
- Le mental des Européens*

Le système international

Aujourd'hui, il n'y a pas de système international. Il y a ce que le Secrétaire Général de l'ONU appelle le chaos. Cela ne veut pas dire que c'est la guerre, cela veut dire que c'est instable, que c'est imprévisible. La Chine, on ne sait pas, les Etats-Unis sont devenus erratiques. Les Européens, on ne sait pas s'ils veulent devenir une puissance. Si on n'est pas puissant, on devient impuissant, comme dirait La Palice, et on devient dépendant.

La Russie

Il y aura quelqu'un d'autre après Vladimir Poutine. On n'a pas la réponse à : qu'est-ce qui arrivera après ? Quel que soit le successeur de Poutine, il pourra ou bien continuer les provocations face à l'Occident ou tenter de raccrocher son pays à l'Occident tout en disant, je ne veux pas lâcher là-dessus, mais je suis ouvert là-dessus. La coopération dépendra de notre volonté et de notre capacité à développer un accord avec lui.

La Chine

Si les Chinois peuvent faire partout ce qu'ils font aujourd'hui en Europe, c'est-à-dire « rentrer comme dans du beurre » et faire des sommets sur mesure, ils n'ont aucune raison de s'arrêter. Donc, il n'y a pas de limite à la puissance chinoise. Mais les Chinois, c'est un système très rationnel, ce sont des ingénieurs de la décision publique et les gens qui dirigent la Chine tiendront compte des oppositions manifestées par des pays. Les Chinois n'ont pas envie de partir en guerre.

L'Europe

C'est là où des Européens qui sauraient aujourd'hui ce qu'ils veulent seraient les bienvenus. Tous les autres pays savent ce qu'ils veulent, ce qu'ils ambitionnent mais, nous, les Européens non. Il y a cette contradiction, native en quelque sorte, entre l'aspiration des peuples européens à vivre dans un monde sympa, cool, hédoniste, protégé, individualiste, « droit de l'homme et compagnie » et l'attitude des autres. On a une faiblesse mais dont on peut sortir, ce n'est pas une impossibilité technique, ni technologique, ni intellectuelle, ni rien. C'est une question de mental comme disent les sportifs.

Questions 4 - La démographie - La migration des élites de l'Europe de l'Est - Inde & Europe - Arrimer la Russie à l'Europe - Le Traité de Marrakech - Le Traité d'Aix La Chapelle - Les ingérences russes - Le couple franco-allemand - La Syrie

Démographie

Toute baisse de la population est une bénédiction pour la cause écologique. La menace écologique est 10 fois plus grave que tout ce dont on a parlé. Je ne pense pas qu'au climat, je pense aussi à la biodiversité. Evidemment, les pays dont la natalité baisse plus que les autres, cela les angoisse. Cela concerne les pays d'Europe de l'Est, mais ils ne sont pas seuls. Il y a la Russie, l'Allemagne, le Japon. Ils sont tous angoissés. La menace écologique, c'est un danger mortel collectif. Il ne s'agit pas de sauver la planète, expression totalement idiote, il s'agit de sauver la vie sur la planète. Quelque part la baisse va dans le bon sens sauf si cela est trop rapide. L'endroit où c'est vraiment tragique, c'est l'Afrique de l'Ouest. En raison de la pression islamiste qui est, énorme dans tous ces pays, le planning familial est devenu impossible et les dirigeants maliens, nigériens et les autres le disent en privé, c'est effrayant. Ils veulent relancer l'éducation des filles, qui est la seule solution. On est remonté à 8-9-10 enfants par femme au Niger. C'est l'inverse de la baisse dont vous parlez.

Migration des élites

Les millions de personnes de l'Europe de l'Est qui vivent en Europe de l'Ouest, c'est une ressource en moins pour les pays de l'Europe de l'Est.

Inde et Europe

Rien d'extraordinaire, l'Inde ne pense pas l'Europe en tant que tel. Elle se dit, il y a peut-être des entreprises allemandes dont on a besoin, ou italiennes, je ne sais pas. Quant à l'Europe, elle est incapable d'avoir une pensée stratégique globale, elle n'a pas été conçue pour cela. Il faudrait qu'elle se dise par rapport à l'Inde, oui c'est un marché potentiel. Il faudrait avoir avec l'Inde une alliance pour contrebalancer la Chine. Il n'y a pas dans le système européens un lieu de pensée stratégique. Ce n'est pas fait pour cela, ce n'est pas une défaillance, cela n'a pas été conçu pour cela. Je pense qu'il faudrait que cela se développe maintenant.

Arrimer la Russie à l'Europe

Il faut que l'on force les Russes et que l'on aide les Russes à rester arrimés à l'Europe. Cela veut dire qu'il y aura des concessions à faire de notre part. Il faudra les bousculer. Il faudra leur tordre le bras sur certaines choses mais il faudra leur offrir certaines choses. C'est la politique, c'est la vraie politique étrangère, c'est la vraie *realpolitik*. Il y a un deal à préparer pour le moment où les Russes eux-mêmes voudront aller dans ce sens. J'ai noté que, même si Poutine ne change pas de ton aujourd'hui car c'est plus commode pour lui de nous provoquer tout le temps, j'ai noté quand même que dans l'opinion russe le pourcentage de gens qui voulaient avoir de meilleurs rapports avec l'Occident remonte très fort. C'est ce pourcentage qui s'était effondré après les réactions de l'Europe au moment de l'annexion de la Crimée. Donc, il y a un levier potentiel si nous avons en Europe des gens capables de s'en servir un jour.

Proposer à Poutine quelque chose de « Kissingerien »

C'est-à-dire de global, par exemple, on va reparler de sécurité. Le même Kissinger qui est quand même un dur et qui est le pape de la pensée géopolitique contemporaine, a dit il y a quelques années : on a fait aucun effort sérieux pour intégrer la Russie dans un ensemble de sécurité européen depuis la fin de l'URSS. Si on entame des négociations, ce n'est pas pour échanger des embrassades, les négociations, c'est très dur. En matière de sécurité, cela revient à dire, si vous garder tel type d'armement c'est intolérable, on ne va pas baisser les bras, on va faire des choses en face comme dans l'affaire des euromissiles. En revanche, si vous enlevez ce type d'armement, voilà ce que l'on peut faire, il y a des domaines de coopération en matière numérique, en matière spatiale, en matière environnementale, c'est un ensemble. Il faut manier la carotte et le bâton. Je dis là des banalités, c'est le B-A-BA des relations internationales. Le B-A-BA de la politique étrangère, donc ce n'est pas une machine à faire des déclarations dans le sens du politiquement correct du moment.

Traité de Marrakech

Pour moi, il était complètement inutile et issu de tout le « magma Assemblée Générale et organismes spécialisés » qui mélangent les demandeurs d'asile vrais et les candidats à l'émigration illégale qui voudraient devenir légaux. Dans le traité de Marrakech, ils voudraient tout mélanger. Donc, c'est une sorte de « manifeste immigrationniste ». C'est la pire des choses à faire dans l'état où est l'Europe

aujourd'hui. Il faut dire aux gens, l'immigration peut être très utile, très réussie si on s'en occupe mais il ne peut pas y avoir un postulat de principe. L'asile, c'est un vrai sujet. C'est absolument nécessaire de donner l'asile à des gens qui sont vraiment en danger. Avant, il y a eu un texte qui était bien, mais il faut le redéfinir car il est totalement détourné.

Le Traité de Marrakech, je pense que c'est un traité qui aurait dû être torpillé dans l'œuf au début. Jusqu'à ce que l'Europe se soit dotée d'un système cohérent de gestion des flux Schengen-Pays de départ-Pays de Transit et que l'on puisse sur cette base dire : maintenant on peut avoir un traité plus général qui conforte ces principes.

Traité d'Aix la chapelle

Il n'y a rien de plus que dans le Traité de Paris. Il n'y avait pas besoin d'en faire un pour un anniversaire qui n'en est pas un, au moment où la France et l'Allemagne ne sont plus sur la même longueur d'onde. De toute façon, il n'y a plus de couple franco-allemand depuis la réunification. Cela ne sert à rien de faire des traités dans ces moments-là. Quand cela sera le moment de reconverger avec l'Allemagne, la politique vis-à-vis de la Russie devra être une politique très ferme mais quand même coopérative. Et là, si c'est du franco-allemand, ce sera formidable. Si on arrive à trouver un accord France-Allemagne-Pologne sur ces idées-là, ce sera encore mieux. Mais faire des traités avec rien dedans, cela n'a pas d'intérêt.

Les ingérences russes

- Bien sûr, il ne faut pas les accepter, il faut contre-attaquer, il faut peut-être inventer de nouveau système numérique pour lancer de fausses nouvelles en Russie. Mais il ne faut pas être naïf non plus. L'Amérique n'a jamais cessé de faire cela. Enormément de partis politiques en France et de syndicats ont été financés par les Etats-Unis, pendant des dizaines d'années.
- Il y a des agences au Etats-Unis qui disent au Sénat américain, oui nous sommes intervenues dans 84 élections depuis 30 ans. Ils s'en vantent, comme les lobbies aux Etats-Unis se vantent de leurs résultats. En Europe, les lobbies font semblant de ne pas exister mais aux Etats-Unis ils se vantent de leurs résultats sinon ils n'ont plus de fond. Ils arrivent à dire : « on a empêché cette nomination, on a imposé cette nomination, on a torpillé cette loi ».
- Sur la question des ingérences russes, il ne faut pas l'accepter, il faut contrattaquer, il faut répliquer. Mais on ne va pas faire comme si les Russes était la première puissance au monde qui a inventé les ingérences dans les élections des autres.
- D'autant plus que cela traduit un pathétique manque de confiance ne soit. Imaginer que les Russes - parce qu'ils ont envoyés je ne sais quel message, je ne sais comment à des électeurs hésitants dans des états en balance « les swing states » - auraient fait changer la donne.
- Cela c'est une invention des démocrates qui ne peuvent pas admettre que Trump ait été élu. C'est tellement monstrueux qu'il ait été élu, c'est tellement contraire à tout ce qu'ils croient qui aurait dû se passer, donc il faut trouver une intervention satanique extérieure. C'est puéril, mais s'il est établi que les Russes font ça, on contrattaque, on fait pareil jusqu'à ce qu'on se calme et que l'on s'arrête de part et d'autre.

Le couple franco-allemand

Il a duré 40 ans. Ce qui n'est pas si mal jusqu'à l'ouverture du Mur de Berlin. Il va du Général de Gaulle/Adenauer à Kohl/Mitterrand, après c'est autre chose. Aujourd'hui, il n'y a pas de couple Franco-Allemand. Mais comme il n'y a pas de remplacement ni pour la France ni pour l'Allemagne, il faut que ces deux pays trouvent des terrains d'entente nouveaux. Le travail de reconstruction de points de convergence entre l'Allemagne et la France est toujours possible et il est tout à fait nécessaire.

La Syrie

- Je pensais depuis longtemps que jamais la Russie ne laisserait tomber la Syrie, le dernier régime à l'extérieur avec lequel elle avait gardé des relations étroites, avec une coopération qui remontait aux années 70, avec des dizaines de milliers de couples mixtes en Syrie et avec la base de Tartous. C'était évident qu'ils ne laisseraient jamais tomber cela.
- Cela ne veut pas dire qu'il faut se résigner mais est-ce que l'on avait les moyens nous d'intervenir efficacement ? On l'a fait à moitié, on a complètement échoué, les Américains aussi et maintenant les

Occidentaux sont totalement hors-jeu en Syrie. Ils ne peuvent retrouver un rôle en Syrie - les Français, pas les Européens en général - que si Poutine se trouve embarrassé d'être coincé en Syrie entre les Turcs et les Iraniens. Si cela devient gênant pour lui, il peut tenter de nous remettre un peu dans le jeu. Il y a eu un sommet à Istanbul il y a quelques semaines où était Emmanuel Macron, c'est tout.

- Mais il ne faut pas être surpris de ce qui s'est passé et de ce qui se passe en Syrie.

Question 5 - La question des ingérences en général et occidentales en particulier

- La vraie question que pose la Syrie, c'est la question des ingérences en général. Les ingérences occidentales, toutes les idées de Kouchner. Vous savez le droit d'ingérence, le devoir d'ingérence qui venait de BHL en gros. C'est le courant de pensée que l'on peut appeler le « BHLKouchnerisme », qui a dominé les media français aux trois quarts pendant 20 ou 30 ans : « c'est notre mission d'intervenir ».
 - Pendant des siècles, c'était l'évangélisation. Maintenant, c'est la « droitdelhommission ». Mais si vous faites le bilan, de tout ce que l'on a fait depuis la fin de l'Union Soviétique, il n'y a pas beaucoup d'interventions qui aient été à la fois légitimes, efficaces et utiles. Il y en a beaucoup qui ont tourné à l'inverse.
 - Donc il faut définir dans quel cas on intervient. Aujourd'hui, les opinions publiques ne suivent plus même si les élites politico-médiatiques veulent y aller. On est à un tournant de l'histoire de l'Occident. On a perdu le monopole de la puissance, le monopole des valeurs, le monopole des hiérarchies, je ne dis pas qu'il faut passer sous la table. Je pense exactement l'inverse.
 - Pour s'adapter à ce monde-là il faut être astucieux, malin, réactif, donc se poser les bonnes questions.
 - Est-ce que c'était vital pour nous d'imposer un régime démocratique en Syrie. Il aurait fallu maintenir 100 000 hommes pendant 15 ans pour qu'il ne soit pas renversé par les islamistes après. Quel était le choix ?
 - On pouvait dire Oui. Parce que c'est nos valeurs, parce que ceci, parce que cela. Mais si on répond oui, il faut mettre le paquet. Il faut dire, on va entrer en guerre en Syrie pour des raisons que voici, que voilà. Il faut que les parlements soient impliqués, que l'on vote. On ne peut pas y aller comme cela, il y a une opinion publique.
 - Ou alors on pouvait dire : cela nous serre le cœur mais on ne peut pas, on n'a pas les moyens, on n'a pas la légitimité, on n'est pas capable de durer et alors on ne fait que de l'humanitaire.
 - On fait semblant d'intervenir entre les deux, on a fait mal à moitié les deux, résultat échec total.
- Mais pour la Russie, la Syrie ce n'est pas un échec total. Car si les Russes avaient laissé tomber ce régime, ils seraient apparus encore plus faibles, encore plus diminués et encore plus marginaux qu'ils ne l'étaient. Et, pour Poutine, c'était le moyen de montrer qu'il avait gardé un pouvoir de nuisance résiduel périphérique en mettant le pied dans la porte, en Ukraine et en Syrie.

Conclusion

La *Realpolitik*, on peut trouver cela atroce, insupportable, et alors on est engagé jusque à la fin des temps dans les systèmes de sanctions qui sont paralysants et la suite de l'histoire se fait sans nous.

Donc, je plaide pour sortir de cette impasse-là et pour refaire de la vraie politique étrangère pour nous raccrocher avec la Russie avec des bases, bonnes pour nous, et pour mettre en marche une reconvergence des différents morceaux de l'Europe.

° Noter le livre « *Sauver l'Europe* (mars 2019, Liana Lévi) » d'Hubert Védrine
